

## Introduction

Face à la crise écologique mondiale, la nécessité d'atterrir ne demande pas de nouveaux arguments. La question qui me mobilise est celle que l'on pourrait appeler de la formation des publics, à savoir comment, à l'heure actuelle, mobiliser la population civile dans les questions (éco-)politiques et former ce que Bruno Latour (2019) a appelé des « citoyens-capables-d'expression », conscients, désireux et en capacité de défendre une position dans le débat public, avec la perspective de cet atterrissage. Paysagiste praticienne, je constate depuis les prémisses de ma carrière qu'il est indispensable de dépasser l'idée que les pouvoirs publics vont, seuls, trouver les ressources pour contourner l'impasse de la crise écologique et restaurer des paysages habités et habitables par l'ensemble du vivant. La tâche est vaste et concerne autant les échelles domestiques que collectives et publiques. J'en conçois que chacun.e devrait être en mesure de se mobiliser pour la régénération de nos territoires et se donner les moyens de pouvoir en prendre soin. On pourrait comparer ça à la manière, par exemple, dont l'agriculture de subsistance, à petite échelle, entretenait jadis nos paysages ruraux tout en régénérant les milieux. Les traces individuelles dans l'espace commun sont potentiellement porteuses, quand elles engagent le soin et la conscience des interdépendances.

Ainsi, je me consacre, à travers mon travail de recherche et ma pratique en agence, à explorer les manières d'enrôler la société civile dans l'attention au territoire, non sans une certaine désillusion, tel que l'a formulé Axelle Grégoire en introduction au colloque « Expériences sensibles, fabrique et critique des territoires en mutation », face aux méthodes de participation mises au point à la demande des institutions dans le cadre des projets d'aménagement et d'urbanisme. Ces méthodes cherchent trop souvent, et de manière dérobée, à valider des décisions prises d'en haut, prenant en otage les citoyen.nes dans un processus qu'iels ne maîtrisent pas (Montembault et Geisler, 2022).

À partir des « nouveaux cahiers de doléances » proposés par Latour (2019) et de la notion d'enquête développée par John Dewey (2010 [1927]), des pistes se sont ouvertes pour envisager des expériences de terrain comme nouveaux leviers de mobilisation citoyenne. Latour trouve dans les cahiers de doléances, mis en place en 1789 après la Révolution française pour recomposer la « chose publique », une inspiration : dans la même idée, il insiste sur la nécessité, aujourd'hui, de nous engager dans la « redescription multiforme » des sujets territoriaux qui importent pour chacun.e afin de pouvoir envisager de recomposer les collectifs (locaux et multiformes) concernés pour en débattre. Dewey, près d'un siècle auparavant, abordait la notion de public, qu'il décrit comme une assemblée se constituant pour rétablir une situation d'équilibre quand apparaît une crise entre les individus et leur environnement (2010 [1927]). L'enquête est, pour Dewey, une forme d'expérience collective, réfléchie, volontaire, qui doit être conduite quand il y a nécessité d'une réorientation, pour clarifier une situation trouble. L'enquête comme expérience est une pratique créative de réparation sociale, de réorganisation, de redistribution des rôles, intégrant victimes et récipiendaires dans de nouveaux processus de coopération et de négociation (Zask, 2015). Elle change, par l'expérience même, la situation qui au départ l'a motivée.

M'emparant de ces propositions, enquêter et décrire un territoire de subsistance, j'ai donc imaginé des expériences situées pour les éprouver collectivement. Le dessin cartographique